



Internet: <http://www.bluewin.ch> | E-Mail: info@bluewin.ch

09:50 08.12.2008, mise à jour : 10:10

32'000 citoyens veulent une contrepartie à l'aide versée à l'UBS

Près de 32'000 citoyens refusent que de l'argent public soit versé à l'UBS sans contrepartie. Le PS a déposé à la Chancellerie fédérale une pétition lancée sur internet il y a six semaines et demie. Il proposera aussi au National de créer une délégation parlementaire de surveillance.



Photo : Keystone

Dépôt de la pétition à Berne

Lors d'une brève manifestation devant une filiale de la banque non loin du Palais fédéral et avant la session extraordinaire du National, consacrée au plan de sauvetage de l'UBS, le PS a remis sa pétition à l'intention du Conseil fédéral, du Parlement et de la BNS. Son texte exige que "les subventions fédérales à l'UBS soient soumises à de strictes conditions".

Cette récolte de signatures a dépassé nos attentes, avec des pointes à 300 paraphe par jour sur le site, a indiqué Roger Nordmann (PS/VD). "Quand les contribuables mettent 68 milliards de francs à disposition, ils doivent s'assurer qu'ils ne seront pas les dindons de la farce", a renchéri le président Christian Levrat. "Si l'UBS engrange à nouveau des bénéfices, elle doit rembourser la Confédération en priorité", selon le Fribourgeois.

La pétition pose quatre conditions au sauvetage de l'UBS. Les exigences, faites au Parlement, au Conseil fédéral et à la BNS, demandent des garanties en contrepartie de l'aide publique, un plafonnement des bonus, des sanctions pour les "pyromanes" et des investissements dans les secteurs d'avenir de l'économie réelle.

La loi doit ainsi plafonner à un million de francs par an les rétributions maximales des managers et des traders tout en introduisant un rapport convenable entre les salaires les plus élevés et les plus bas, peut-on lire sur le site internet du PS.

La pétition vise également le remboursement d'une partie des millions touchés sous forme de bonus au cours des dernières années par les responsables d'UBS. Finalement, pour contrer la récession qui menace, le PS demande à la Confédération de lancer des investissements dans la formation, les transports publics et l'assainissement énergétique des bâtiments notamment.

(ats)